

ÉDITION SEPTEMBRE-OCTOBRE 2025



ACTUALITÉ DES NATIONS

CHRONIQUE

PROJET DE LOI 97

Quand la forêt rappelle
ses vérités

Légende autochtone

MARCELINE PICARD-KANAPÉ

VISITER NOTRE SITE INTERNET



+ RÉCONCILIATION 2025

Une invitation de



INNU TAKUAIKAN
UASHAT MAK MANI-UTENAM



KAPAKUNAISHENANUT

SALON MINIER ET MÉTALLURGIQUE

Présenté par



RioTinto | IOC

INFORMATIONS ET BILLETTERIE

kapakunaishenanut.ca

24 & 25
SEPTEMBRE **2025**
Salle
TEUEIKAN
Mani-utenam
dès 8h00

KIOSQUES & RÉSEAUTAGE
JEUX & SIMULATEURS
POUR UNE EXPÉRIENCE
INTERACTIVE OPTIMALE

Inscription
gratuite pour les
membres de la
communauté!



Ghislain Picard

en conférence d'ouverture

Sensibilité et humilité - Les biais inconscients

Vanessa Thomas et Geneviève Ashini - CDRHPNQ

Résultat de l'étude qualitative : *Recrutement, insertion et rétention de la main-d'oeuvre innue au sein des industries minières et métallurgiques de la Côte-Nord*

Joanie Caron, Ph.D - UQAT

CERCLES DE PARTAGE

Membres de la communauté travaillant dans et avec l'industrie minière et métallurgique

Représentants de l'industrie

Animés par Mickel Robertson

Avec la participation financière de

Québec



MFC



SFP
POINTE-NOIRE



ELUGA
SHAKASHTUEU INC.

sodexo
ÉNERGIE
ET RESSOURCES

Nouveau programme de sécurisation culturelle pour les entreprises

ITUM

INMQ - Un monde à explorer

Christine Duchesneau - INMQ

Outils favorisant la pertinence culturelle autochtone en enseignement

Christine Duchesneau - INMQ & Dany Baril - UQAT

Découvrir et apprendre le monde minier autrement

Suzie Therriault - CSMO-MINES

Programmes offerts par Services Québec

Services Québec

Programmes offerts par ITUM

ITUM secteur Emploi, Formation et Mitshim Shuniau

Guide de référence pour l'intégration et le maintien en emploi des Premières Nations et bonnes pratiques RH

Waska Connexion

Programme de reconnaissance Karahkwa

CDRHPNQ

Centre de formation Mitshapeu

Cégep de Sept-Îles

Centre de formation professionnelle de Sept-Îles

Les IndustriELLES

Sommaire

Projet de loi 97 - Quand la forêt rappelle ses vérités	4
Nos mots, nos voix - Héritages brisés, voix retrouvées	8
Recette autochtone - Truite sur planche de bois	11
Légende autochtone - Marcelline Picard-Kanapé	12
Littérature autochtone	14
Réconciliation 2025	16



ACTUALITÉ DES NATIONS

Volume 1, numéro 9, Septembre-Octobre 2025

Éditeur

[Frédéric Langlais](#)
dg@actualitedesnations.ca

Conception graphique et rédacteur

Carl Legendre

Tirage : Disponible en version Web au
actualitedesnations.ca

Contactez-nous

Vous avez une nouvelle ?
dg@actualitedesnations.ca

Réservez votre publicité

pub@actualitedesnations.ca

Actualité des nations
1038 av. De Quen
Uashat (Québec)
G4R5E4
Canada

Projet de loi 97 QUAND LA FORÊT RAPPELLE SES VÉRITÉS

Le gouvernement du Québec a officiellement annoncé l'abandon du projet de loi 97 sur la foresterie. Présentée comme une modernisation du régime forestier, cette réforme avait rapidement soulevé la controverse. Pour les Premières Nations, sa mise de côté est accueillie avec soulagement, mais aussi avec prudence : au-delà d'un texte législatif, il s'agit d'une lutte plus vaste pour la reconnaissance des droits, la cogestion et le respect des territoires ancestraux.

Un projet critiqué dès le départ

Dès sa présentation, le projet de loi 97 a suscité de vives inquiétudes. Les Premières Nations dénonçaient une démarche conçue sans véritable consultation, où leurs droits et leur rôle historique dans la gestion des forêts étaient largement ignorés. L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) avait d'ailleurs rapidement exprimé son opposition, affirmant que ce projet « passait à côté de l'essentiel » : la forêt n'est

pas seulement une ressource économique, mais un pilier culturel, spirituel et identitaire.

Le chef de l'APNQL, Francis Verreault-Paul, a rappelé que toute réforme forestière engage directement l'avenir des communautés. « On ne peut pas légiférer

sur la forêt sans nous », a-t-il martelé, soulignant que les Premiers Peuples vivent au quotidien les conséquences de décisions prises loin de leurs réalités.

Le soulagement, mais aussi la vigilance

Pour plusieurs communautés, la décision du gouvernement est perçue comme une victoire partielle. Chez les Atikamekw, le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) et la communauté de Wemotaci ont salué l'annonce. La cheffe Viviane Chilton a exprimé son soulagement, affirmant que le projet menaçait la souveraineté du peuple atikamekw sur son territoire, le Nitaskinan. Elle insiste toutefois : ce retrait ne règle pas le fond du problème. « Nous demeurons vigilants. Chaque tentative législative qui touche nos terres doit respecter nos droits et inclure notre voix dès le départ », a-t-elle rappelé.

Ce sentiment de soulagement mêlé de prudence se retrouve dans plusieurs communautés. Si l'abandon du projet évite une



confrontation immédiate, il ne garantit en rien un changement durable. Les Premières Nations savent d'expérience que la tentation gouvernementale de légiférer sans elles reste forte.

La forêt, bien plus qu'une ressource

Ce qui ressort des prises de position, c'est la manière dont les Premiers Peuples conçoivent la forêt. Contrairement à la vision dominante qui la réduit souvent à un gisement de bois à exploiter, la forêt est un univers complet : un espace de vie, une mémoire collective, un lieu de transmission et de guérison. Les cours d'eau, les sentiers, les territoires de chasse et de trappe ne sont pas interchangeables ni négociables : ils sont constitutifs de l'identité des peuples qui y vivent depuis des millénaires.

Dans cette perspective, une loi comme le projet de loi 97 n'est pas simplement technique ou administrative. Elle touche à l'essence même de la relation entre l'État québécois et les Premières Nations.



L'ignorer, c'est nier une réalité historique et spirituelle qui structure encore aujourd'hui la vie de milliers de familles.

Un appel à la cogestion

Le mot qui revient le plus souvent dans les discours est celui de cogestion. Les Premières Nations ne réclament pas seulement d'être consultées, elles demandent d'être reconnues comme partenaires à part entière dans les décisions qui concernent les forêts. Cela signifie un partage réel du pouvoir décisionnel, une intégration de leurs savoirs traditionnels, et le respect du principe du consentement libre, préalable et éclairé.

L'abandon du projet de loi 97 offre donc une occasion : repartir sur de nouvelles bases. Plusieurs leaders rappellent que les Premiers Peuples n'ont jamais cédé leurs territoires forestiers. Reconnaître ce fait, ce n'est pas seulement un geste symbolique : c'est accepter que toute législation sur la forêt doit se construire dans un cadre de partenariat véritable.

Une étape dans un plus long combat

Si la décision du gouvernement apaise momentanément les tensions, elle n'éteint pas les revendications. Au contraire, elle les renforce. Les Premières Nations y voient la preuve que la mobilisation, la fermeté et l'unité peuvent porter fruit. Mais elles savent aussi que chaque victoire appelle une nouvelle étape.

Dans les prochains mois, il est à prévoir que le gouvernement tentera de relancer le dossier de la foresterie, sous une autre forme. Les Premières Nations seront donc attentives, prêtes à rappeler que la forêt n'est pas un bien dont on dispose à huis clos, mais un héritage commun à protéger.

Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

Engagée activement auprès des communautés d'ici, Aluminerie Alouette tient à souligner la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

En cette journée importante, nous adressons une pensée sincère à nos employés et partenaires issus des Premières Nations, à leurs familles, ainsi qu'à toutes les personnes directement ou indirectement touchées.



ANU TSHETSHI MINUPANANUT
MAMU SHUTSHITEIESHKATUTAU



Réactions

« Depuis le début, le PL97 ne respectait ni les droits des Premières Nations, ni la biodiversité, ni ... » — APNQL « Avec le comité des chefs de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, on a pris la décision de demander en fait, en ce jour, le retrait total du projet de loi 97. [...] Je pense que c'est une opportunité unique que le gouvernement du Québec de retirer le projet de loi et de se rasseoir ensemble pour ramener une nouvelle mouture... » — Francis Verreault-Paul, chef de l'APNQL
APT News

« Il est devenu impossible de poursuivre le travail sans assurance réelle que les éléments essentiels mis de l'avant par les Premières Nations seraient pleinement intégrés dans la législation » — APNQL
Pivot

« Toute réforme du régime forestier doit se faire avec les Premières Nations et non sans elles. Maintenant que le projet de loi 97 est abandonné ... » — Conseil de la Nation Atikamekw (CNA)
Facebook

« C'est une tentative de dépossession territoriale massive, maquillée en réforme administrative. C'est inacceptable. » — Lucien Wabanonik, chef de la Nation Anishnabe de Lac-Simon
Mon Abitibi

« Les territoires n'ont jamais été cédés ... Les droits des Premières Nations seront subordonnés aux droits forestiers. » — Lucien Wabanonik
Mon Abitibi

En guise de conclusion

Le retrait du projet de loi 97 ne doit pas être perçu comme la fin d'un débat, mais comme un tournant. Pour les Premières Nations, il marque une reconnaissance implicite de leur rôle incontournable dans la gestion des forêts. Mais ce n'est qu'un début. La véritable réconciliation passera par une réforme co-construite, respectueuse et ancrée dans une vision où la forêt n'est pas seulement un moteur économique, mais le cœur vivant des territoires.





Agence Mamu Innu Kakussesht

30 Septembre

Journée nationale
de la vérité et de
la réconciliation

Anutshish, ume tapueuan mak minu-tapishimitshishun
tshishik^u, nitshissinishtauanan innu auassat eka nita ka
tshiuetau uitshuauat kie nishutshiteieshkuanana anitshe eshk^u
ka inniutau, uikanishuaua, utuassimaua kie utinnussimuaua.

Mamu, nuitshi-atussemanan, nuitsheuakanan, nitshikamutanan,
kaishkuteusht e tshissiumuet kassinu auass e apitenitakuesht.

Aujourd'hui, en cette Journée nationale
de la vérité et de la réconciliation,
nous honorons la mémoire des
enfants qui ne sont jamais revenus
des pensionnats et exprimons notre
soutien aux survivants, à leurs
familles et à leurs communautés.

Ensemble, collègues
et amis, nous portons le chandail
orange pour rappeler que chaque enfant compte.



Illustration: Eve Ringuette
(Communauté de Uashat mak Mani-utenam)



Nos langues ont été réduites au silence par la force. Dans les pensionnats, on nous interdisait de les parler. Dans les écoles, on nous corrigeait lorsque nous utilisions nos mots. Dans les villes, on nous faisait sentir qu'elles n'avaient pas leur place. Pourtant, nos langues ont survécu. Elles ont résisté, portées en secret dans les cuisines, dans les prières, dans les chansons d'aînés qui n'ont jamais renoncé. Aujourd'hui, nous avons le devoir et la chance de les faire résonner de nouveau, au grand jour.

Plus qu'un outil, une manière d'être au monde

Chaque langue porte une vision du monde. Les nôtres décrivent une réalité où tout est vivant, relié, en mouvement. En atikamekw, les verbes sont centraux : ils rappellent que la vie est action, circulation, interaction. En innu-aimun, la neige possède des dizaines de noms, chacun décrivant une nuance essentielle à la survie et à l'observation du territoire. En anishinaabemowin, les mots racontent les liens sacrés entre l'eau, la terre et le souffle. Perdre nos langues, ce n'est pas seulement perdre des mots : c'est perdre un regard, une sagesse, une identité.

Les jeunes, porteurs de lumière

Longtemps, on a pensé que nos langues disparaîtraient avec nos aînés. Mais aujourd'hui, un vent nouveau souffle. Dans plusieurs communautés, des jeunes choisissent de parler, de chanter et même de créer sur les réseaux sociaux en innu, en cri ou en atikamekw. Ils composent du rap, des poèmes, des vidéos TikTok qui font sourire et réfléchir. Ils portent nos mots vers l'avenir, avec créativité et fierté. Dire Kwei, Tansi ou Kwei Kwe, ce n'est pas seulement saluer : c'est rappeler que nous sommes encore là, debout, fiers.

Nos aînés, piliers de la transmission

Pourtant, cette revitalisation n'aurait pas de sens sans nos aînés. Ce sont eux qui gardent en mémoire les expressions anciennes, les histoires, les prières et les chants. Dans leurs paroles se trouvent des clés de compréhension que les livres ne peuvent pas toujours transmettre. Quand un aîné enseigne à un enfant à nommer un oiseau, une plante médicinale ou une rivière dans notre langue, il transmet plus qu'un mot : il transmet une manière de marcher sur la Terre. Comme le disait un ancien de ma communauté : «



Quand nos enfants parlent notre langue, ce sont nos ancêtres qui parlent encore à travers eux. »

Défis et résistances

Il serait naïf de dire que tout est gagné. Dans plusieurs communautés, moins d’une poignée de locuteurs demeurent. La pression du français et de l’anglais est constante, surtout dans les villes. Les ressources pour enseigner nos langues manquent souvent, et les gouvernements ne mettent pas toujours les moyens nécessaires. Mais nos peuples ne se résignent pas. Chaque cercle de conversation, chaque atelier linguistique, chaque cours bilingue est un acte de résistance. Nos langues sont blessées, mais elles ne sont pas mortes.

Reprendre la parole, reprendre le pouvoir

Revitaliser nos langues, c’est plus qu’une question culturelle : c’est aussi une question politique. Quand nous parlons dans nos mots, nous affirmons notre droit d’exister pleinement, sans compromis. Nous rappelons que nous ne sommes pas seulement des citoyens d’aujourd’hui, mais les héritiers d’un savoir millénaire. Reprendre la parole dans nos langues, c’est aussi reprendre notre place dans les débats publics, dans les négociations, dans les décisions qui concernent nos territoires et nos vies.

Des initiatives inspirantes

Partout, des projets fleurissent :

- ◇ Des écoles immersives en cri et en innu voient le jour.
- ◇ Des radios communautaires diffusent des bulletins d’information bilingues.
- ◇ Des artistes intègrent nos langues dans leurs chansons, leurs films, leurs pièces de théâtre.
- ◇ Des familles décident que, dès la naissance, leurs enfants entendront d’abord la langue des ancêtres.
- ◇ Ces initiatives ne sont pas isolées. Elles dessinent une vague plus vaste, un mouvement qui grandit d’année en année.



Une promesse pour l’avenir

Nos langues ont survécu au silence, à la honte, à l’interdiction. Elles survivront encore, parce qu’elles sont portées par des voix qui refusent de s’éteindre. Nous avons le devoir de les parler, de les chanter, de les transmettre, pour que demain nos enfants puissent rêver dans les mots de leurs ancêtres.

Car nos mots sont nos voix. Et nos voix sont la mémoire et la dignité de nos nations. Tant que nos langues vibreront, nous serons toujours là – présents, fiers, vivants.



30 septembre
Journée nationale de la vérité
et de la réconciliation

Chaque enfant compte



Les Galeries
MONTAGNAISES
galeriesmontagnaises.com

Bonne journée nationale de la vérité et de la réconciliation



216 Route 138 Est, Sept-Iles, Quebec G4R 4K2

T. 418.927.2615

C. info@mishkau.com

RECETTE AUTOCHTONE



Truite sur planche de bois : un festin au goût de tradition

Le poisson a toujours été au cœur de l'alimentation des Premières Nations. Les rivières et lacs du Québec regorgent de truites, de saumons, de dorés, de brochets — autant de richesses qui nourrissent les familles et les cérémonies depuis des millénaires. Parmi les recettes emblématiques, la truite cuite sur planche de bois illustre parfaitement le mariage entre simplicité, respect du territoire et raffinement gustatif.

Une méthode ancestrale

La cuisson sur planche de bois est plus qu'une technique : c'est un rituel. Utiliser du bois — souvent du cèdre ou du bouleau — permet d'infuser le poisson d'un parfum fumé et naturel, tout en le protégeant de la flamme directe. Cette approche respecte le produit : elle met en valeur le goût délicat de la truite sans le masquer.

Ingrédients :

- ◇ 1 grosse truite fraîche, vidée et nettoyée
- ◇ 1 planche de bois non traité (idéalement cèdre) trempée 1 h dans l'eau
- ◇ 2 c. à soupe d'huile (tournesol ou canola)
- ◇ Sel et poivre au goût
- ◇ Quelques herbes fraîches (thym, cèdre émiétté, persil, selon la saison)
- ◇ Jus d'un demi-citron (optionnel, adaptation contemporaine)

Préparation :

- ◇ Préchauffer le feu de bois ou le barbecue.
- ◇ Badigeonner la truite d'huile, assaisonner généreusement
- ◇ Poser la truite ouverte sur la planche trempée.
- ◇ Installer la planche près de la braise ou sur le gril, à chaleur indirecte.

- ◇ Laisser cuire doucement 25 à 35 minutes, selon la taille, jusqu'à ce que la chair se détache facilement à la fourchette.

Variantes communautaires

Certaines familles ajoutent du sirop d'érable en fin de cuisson pour créer une légère caramélisation. D'autres préfèrent la cuire avec des tranches d'oignon sauvage ou des champignons des bois. Cette recette se prête aussi au saumon, au doré et même au brochet, toujours avec la même magie du bois fumé.

Un plat de partage

Comme la bannique, la truite sur planche de bois est un plat de rassemblement. Elle se prépare en extérieur, autour du feu, et se déguste en famille ou entre amis. C'est une cuisine de plein air, qui relie directement le geste culinaire au territoire. Chaque bouchée rappelle que la nature est généreuse lorsqu'on la respecte.



Visitez notre site Internet



Une enfance façonnée par la force des ancêtres

Née en 1941 à Pessamit, sur la Côte-Nord, Marcelline Picard-Kanapé grandit dans une communauté innue profondément attachée à son territoire. Très tôt, elle comprend la valeur des savoirs transmis par les aînés, mais aussi les obstacles auxquels font face les jeunes de sa génération, contraints de naviguer entre la culture innue et le système éducatif québécois.

Première enseignante innue du Québec

En 1962, elle devient la première enseignante innue diplômée au Québec. À une époque où les pensionnats cherchent encore à assimiler les enfants autochtones, sa réussite symbolise un tournant. Pour elle, l'éducation n'est pas un outil d'effacement, mais un levier pour renforcer l'identité et permettre aux jeunes de s'affirmer.

Pendant plusieurs décennies, elle œuvre comme enseignante puis comme directrice d'école. Son combat est clair : adapter l'éducation aux réalités culturelles et linguistiques des Premières Nations. Elle plaide pour que l'innu-aimun trouve sa place dans les salles de classe, aux côtés du français.

Une femme chef et une leader politique

En 1984, Marcelline Picard-Kanapé franchit une autre étape historique en devenant la première femme élue chef de bande innue à Pessamit. Dans un milieu politique longtemps dominé par les hommes, elle trace un chemin nouveau, démontrant que le leadership féminin a toute sa place dans la gouvernance autochtone.

À ce poste, elle met de l'avant la défense des droits ancestraux, la protection du territoire, et surtout l'importance de l'éducation comme clé de l'avenir.

Une voix pour la langue innue

Tout au long de sa carrière, elle s'est consacrée à la revitalisation de l'innu-aimun. Elle participe à la rédaction de dictionnaires, de guides pédagogiques et de manuels scolaires dans sa langue. Elle s'implique aussi dans des commissions scolaires et des comités gouvernementaux pour faire entendre la voix des Premières Nations dans les politiques éducatives.

Son engagement repose sur une conviction profonde : « Tant que nos enfants parleront innu-aimun, nous resterons liés à nos ancêtres et à notre terre. »

Reconnaissance et héritage

Marcelline Picard-Kanapé a reçu plusieurs distinctions pour son parcours, dont le titre de Chevalière de l'Ordre national du Québec en 1994. Elle est aujourd'hui reconnue comme une pionnière, un modèle pour les femmes, pour les enseignants et pour toute personne qui croit à la puissance des langues et des cultures autochtones.

Son héritage est immense : grâce à elle, des générations d'élèves innus ont pu entendre leurs propres mots résonner dans les écoles. Elle a ouvert la voie à d'autres leaders autochtones, en démontrant que l'éducation et la politique peuvent être des instruments de libération lorsqu'elles s'ancrent dans la culture et la fierté identitaire.

Une inspiration pour demain

À plus de 80 ans, Marcelline Picard-Kanapé demeure une figure d'inspiration. Son parcours nous rappelle que la lutte pour nos langues, pour nos droits et pour notre dignité est longue, mais qu'elle porte ses fruits lorsque la persévérance s'allie à la vision.

Elle incarne l'idée que chaque mot innu prononcé dans une salle de classe est une victoire, chaque enfant qui parle sa langue est un héritier debout. Dans un monde où tant de langues autochtones sont menacées, sa vie nous dit ceci : tant que nous enseignons nos mots, nous préservons nos voix, et tant que nos voix se font entendre, nos nations demeurent vivantes.

BONNE JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION !



LEMIRE.INFO

1 800 567-6433 | 819 762-3733
sebastien.lemire@parl.gc.ca



LITTÉRATURE AUTOCHTONE



L'amie de mon père

Moira-Uashteskun Bacon - Éditions Hannenorak, 2025 – 168 pages

Ce court récit (collection « Contes – Nouvelles – Récits ») s'inscrit dans l'univers qu'il nomme Kitchike. L'histoire suit Jean-Paul Paul Jean-Pierre : de la bordure d'autoroute à l'hôpital, en passant par une rencontre avec Denise Dionne, il traverse des réalités mêlées — onirisme, signes, destin. Le livre joue sur le réel et le fantastique pour sonder les identités autochtones contemporaines, leur rapport à la mémoire et au quotidien. C'est une œuvre légère par son format, mais dense de symboles et d'émotions.

Maria est convaincue que son père, Tom Basile, la déteste. Elle doit passer l'été chez lui, dans la communauté de Pimitshuan, et se sent piégée dans cette attente où les silences pèsent davantage que les mots.

Peu après son arrivée, elle fait la rencontre de Kukuminash, une aînée mystérieuse, et est témoin d'une pluie insolite de pollen. Ces événements la propulsent dans le passé : elle se retrouve aux côtés de son père adolescent, juste avant une tragédie qui marquera à jamais la communauté.

Le roman mêle les thèmes de l'adolescence, du lien père-fille, du voyage dans le temps et du traumatisme intergénérationnel. Il explore comment le passé — souvent caché, silencieux — influe sur le présent, et comment la connaissance de ce passé peut éclairer, sinon guérir, les cœurs.



Les visages de la terre

Louis-Karl Picard-Sioui - Éditions Hannenorak, 2019 – 88 pages

Après une poésie plus engagée et militante (par exemple De la paix en jachère), Louis-Karl Picard-Sioui revient ici à ses racines wendates dans un recueil tout en douceur et en profondeur.

Les visages de la terre déploie des poèmes qui dialoguent avec l'ancêtre, avec la terre, avec la langue. Il y explore le deuil, la mémoire et le legs à transmettre aux jeunes générations.

L'ouvrage se présente comme un chant spirituel : plusieurs poèmes sont écrits en langue wendate, témoignant d'un effort de reterritorialisation linguistique et culturelle.

Le recueil rend hommage aux ancêtres, aux cycles de la nature et aux visages multiples que porte la terre — à travers les saisons, les aurores, les racines invisibles. Ce livre a été finaliste au Prix littéraire du Gouverneur général 2020 dans la catégorie poésie, ce qui atteste de sa qualité littéraire et de sa place importante dans la poésie autochtone contemporaine du Québec.



Bonne journée Nationale des de la réconciliation !

Célébrez le patrimoine, la diversité culturelle et les réalisations remarquables des Premières Nations, des Inuit et des Métis!

1009 Bd Laure, Sept-Îles, QC G4R 0S9
qualityinnsept-iles.com
(418) 960-5600



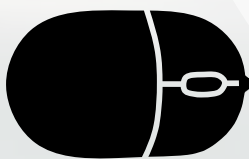
30 USHKAU-PISHIM^u / SEPTEMBRE

Tapueun mak
minu-tapishimitishun

Journée nationale de la
vérité et de la réconciliation



RÉCUPÉREZ
LES TROUSSES



tshakapesh.ca / ÉVÉNEMENTS





Chaque 30 septembre, au Canada, se tient la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, aussi appelée la journée du chandail orange, en hommage aux enfants autochtones retirés de leur famille pour être inscrits dans les pensionnats. Cette date est un moment pour se souvenir, pour entendre, pour reconnaître les blessures, mais aussi pour revendiquer un avenir plus juste. En 2025, cette journée prend une signification particulière, à l'heure où les communautés autochtones appellent à ce que les gestes de réconciliation soient plus qu'un rituel symbolique.

Mémoire et voix vivantes

La réconciliation commence par le souvenir. Chaque enfant qui n'est jamais rentré chez lui, chaque survivant dont la voix a été réduite au silence, réclame d'être écouté. Le Centre national pour la vérité et la réconciliation (CNVR) rappelle que ses archives — témoignages oraux, photographies, documents — sont essentielles pour que l'histoire ne soit pas oubliée.

Mais la mémoire n'est pas figée. Elle se transmet par les récits, par l'art, par les cérémonies vivantes. En 2025, des universités comme l'Université Laval organisent des cérémonies, des kiosques, des tables rondes intitulées « Vérités partagées et vivre ensemble », afin de faire dialoguer les savoirs autochtones et non autochtones autour des enjeux du territoire, de la spiritualité et de l'écologie.

Une journée nationale au-delà du fédéral

La loi fédérale établit le 30 septembre comme journée de commémoration, conformément à la recommandation 80 des 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation. Le gouvernement canadien offre des financements aux communautés pour organiser des activités : en 2025, près de 340 événements de commémoration à travers le pays ont été subventionnés.

Au Québec, toutefois, la journée n'est pas un jour férié officiel selon la loi provinciale, ce qui limite parfois la participation populaire. À l'Université de Sherbrooke, l'institution a décidé d'inclure la journée parmi ses jours fériés internes pour le personnel. Cette disparité reflète une tension plus large : la reconnaissance symbolique doit être accompagnée de transformations concrètes dans les politiques provinciales.

De la commémoration à l'action

Si le souvenir est impératif, il ne suffit pas. Beaucoup d'Autochtones expriment le désir que la journée de réconciliation ne soit pas qu'un moment, mais une impulsion pour le changement. Les appels à l'action restent nombreux : dans l'éducation, les langues, le droit des peuples autochtones à participer pleinement aux décisions sur leurs territoires, et dans la reconquête des savoirs et de la justice.

Une de ces voies d'action est de favoriser la présence autochtone dans les institutions — universitaires, culturelles, politiques — non comme un symbole, mais comme un partenaire à part entière. Une autre est de soutenir les programmes de revitalisation linguistique, car la langue est l'âme d'un peuple. En 2025, certaines institutions universitaires ont déjà commencé ce travail : UQAM a organisé une table ronde « de la réconciliation d'hier à aujourd'hui » avec des intervenants autochtones pour creuser les responsabilités présentes.

Défis persistants

- ◇ L'inégalité dans l'accès à la reconnaissance provinciale : le jour n'est pas férié dans toutes les provinces, ce qui freine l'engagement collectif.
- ◇ Le risque que la journée soit perçue comme un « événement ponctuel » plutôt que comme un point d'ancrage dans une démarche continue.
- ◇ Le besoin de financement stable, de soutien institutionnel et de volonté politique pour transformer les paroles en actes concrets.
- ◇ La nécessité de respecter le principe du consentement libre, préalable et éclairé dans toute politique autochtone, plutôt que d'imposer des solutions de l'extérieur.

La jeunesse comme boussole

Ce sont souvent les jeunes qui donnent à la journée du 30 septembre son souffle le plus fort. Dans plusieurs communautés, des marches sont organisées par des écoles ou des groupes de jeunes leaders autochtones. Ils portent le chandail orange



UNE PROPRIÉTÉ DE

RioTinto | IOC

Ça n'en vaut pas le risque.

Ne faites pas intrusion
sur les voies ferrées.



Pour en savoir plus
www.operationgareautrain.ca



comme un symbole de mémoire, mais aussi comme une revendication d'avenir : celui où l'éducation respectera leurs cultures, leurs langues et leurs identités. En 2025, plusieurs témoignages de jeunes leaders rappellent que la réconciliation ne doit pas être un concept abstrait, mais une réalité vécue dans les classes, sur le marché du travail et dans la vie quotidienne.

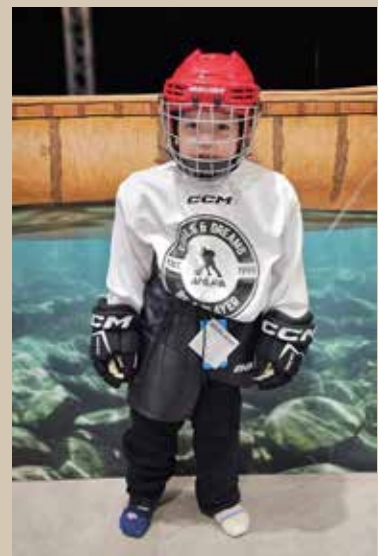
Vers un « vivre ensemble » authentique

La Journée de la réconciliation 2025 est un moment de vérité partagé — ni une fête ni un simple rituel, mais un appel à l'authenticité. Pour qu'elle soit plus que symbolique, elle doit inspirer une année de gestes — dans les familles, dans les écoles, dans les institutions — où les récits autochtones sont entendus, où la terre est respectée, et où les voix autochtones occupent une place centrale.

En fin de compte, la réconciliation n'est pas un point d'arrivée, mais un chemin que nous marchons ensemble. Le 30 septembre nous invite à avancer un peu plus loin, avec courage, humilité et responsabilité.

Le Festival Innu Nikamu et la NHLPA offrent 50 équipements de hockey à des jeunes des communautés innues

Le Festival Innu Nikamu, en collaboration avec l'Association des joueurs de la Ligue nationale de hockey (NHLPA), a remis le 3 septembre dernier, 50 équipements de hockey à des enfants de 3 à 10 ans, membres des communautés innues. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme Goals and Dreams, qui soutient le développement sportif et le bien-être des jeunes, en leur offrant les moyens de pratiquer leur sport dans de bonnes conditions.



Cette initiative a permis à 70 familles issues de Uashat, Mani-utenam, Sept-Îles, Mashteuiatsh, Schefferville, Ekuanitshit, Nutashkuan et La Romaine d'équiper leurs enfants avec des ensembles complets comprenant patins, bâtons, casques et autres accessoires essentiels pour pratiquer le hockey en toute sécurité. « La mission du Festival ne se limite pas à la musique et à la culture ; elle englobe également le bien-être des enfants. Nous sommes fiers de contribuer à des projets qui les font grandir et favoriser leur développement », a déclaré Normand Jr. Thirnish - Pilot, directeur du Festival Innu Nikamu.

En combinant sport, culture et engagement social, le Festival contribue à créer un environnement positif où les enfants peuvent explorer, s'épanouir et se dépasser.



Prenez la route en profitant d'un service
5 étoiles pour vos escapades estivales !

OLIVIER
CHRYSLER | SEPT-ÎLES

119, rue Monseigneur Blanche

Sept-Îles (Québec) G4R 3G7

Ventes : 1 418 962-2555

Pièces : 1 833 604-1669

www.olivierchryslerseptiles.com

OLIVIER
NISSAN | SEPT-ÎLES

115, rue Monseigneur Blanche

Sept-Îles (Québec) G4R 3G6

Ventes : 1 418 962-2555

Entretien, pièces & service: 1 418 968-6000

www.oliviernissanseptiles.com

OLIVIER
FORD | SEPT-ÎLES

690, avenue Brochu

Sept-Îles (Québec) G4R 2X5

Ventes : 1 418 962-3301

www.olivierfordseptiles.com

MÉGA CENTRE
OLIVIER OCCASION

106, rue Maltais

Sept-Îles (Québec) G4R 5W5

Ventes : 1 418 962-0842

www.olivieroccasionseptiles.com

✶ BONNE JOURNÉE DE LA RÉCONCILIATION